

- temporairement du moins - victimes d'un accès de frustration des sénateurs à l'égard d'une série de politiques de l'Administration, notamment son incapacité à prendre ce que certains sénateurs considèrent comme des mesures efficaces pour réduire le monstrueux déficit commercial américain. De nombreux sénateurs estiment en effet que la Maison-Blanche n'est pas suffisamment déterminée - et ils entendent par là "protectionniste" - dans la lutte contre le déficit. Pour sa part, l'Administration maintient que seule la libéralisation du commerce à l'échelle planétaire permettra aux États-Unis d'équilibrer leur balance commerciale. Dans un régime politique fondé sur la séparation des pouvoirs, il s'agit là d'avantage que d'une différence d'opinions, il s'agit là d'un affrontement classique.

Les membres du Congrès sont plus sensibles aux pressions exercées par des groupes d'intérêt locaux et des groupes d'intérêt spéciaux que ne l'est la Maison-Blanche, et avec une élection en vue cet automne, la frustration monte au Capitole. Les audiences tenues la semaine dernière par la Commission des finances sur le commerce avec le Canada ayant été pour les sénateurs la première occasion qu'ils avaient depuis six mois d'entreprendre un examen formel des questions commerciales, ils en ont profité pour faire connaître leurs frustrations.

Il est encore trop tôt pour mesurer les effets qu'aura sur le Canada cette rébellion du Sénat. Le vote de la Commission des finances n'aura pas lieu avant jeudi. Dans l'intervalle, nous entendons nous accrocher, et j'ai informé l'ambassadeur Yeutter - et, par son intermédiaire, la Maison-Blanche - de notre position. En ce qui nous concerne, il s'agit d'une question interne qu'il

appartient à la Maison-Blanche de régler.

Au Sommet de Washington le mois dernier, le Président Reagan a assuré le Premier ministre que les entretiens commerciaux bilatéraux commenceraient dans les délais prévus, se dérouleraient rapidement et connaîtraient ce qu'ils ont appelé "un franc départ" - c'est-à-dire sans conditions préalables. Nous sommes toujours d'avis que le Président respectera son engagement. Nous savons - et il le sait également - que tout manquement à cet égard soulèverait des doutes, au Canada et ailleurs, sur la crédibilité de Washington et son engagement à libéraliser le commerce. On nous a assurés que la Maison-Blanche met tout en oeuvre pour convaincre la Commission des finances d'approuver la tenue des négociations, selon les modalités convenues, c'est-à-dire rapidement, sans conditions préalables, etc.

Quoi qu'il advienne de notre proposition d'entamer avec les États-Unis des négociations commerciales, nous sommes prêts. S'il ne s'agit en somme que d'une tempête dans un verre d'eau, tant mieux, nous irons de l'avant. Par contre, si l'affrontement entre la Maison-Blanche et le Congrès est insoluble, et bien tant pis. Nous nous sommes préparés depuis le début à la possibilité de ne pouvoir négocier un nouvel accord commercial avec les États-Unis. Nous n'avons jamais prétendu que cela serait facile.

Même si nos pourparlers devaient dérailler, nous continuerions naturellement et normalement à faire connaître aux États-Unis nos préoccupations à l'égard d'un éventail de questions commerciales et nous continuerions à chercher les meilleurs moyens de garantir et d'améliorer notre accès à ce marché.